



Confédération syndicale internationale

## **CONSEIL GÉNÉRAL**

Londres, Royaume-Uni, le 25 mai 2018

---

### **Point 3 à l'ordre du jour:**

#### **Rapport de la 17<sup>e</sup> réunion du Conseil général de la CSI (Bruxelles, Belgique, du 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2017)**

**Le Conseil général est invité à approuver le rapport de la 17<sup>e</sup> réunion du Conseil général (Bruxelles, Belgique, du 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2017).**

---

**CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE**  
**RÉSUMÉ DES DÉCISIONS PRISES PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL**  
**LORS DE SA 17<sup>E</sup> SESSION**

**Bruxelles, Belgique, du 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2017**

**Point 1 à l'ordre du jour: Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour**

Le président a souhaité la bienvenue aux membres du Conseil général et a ouvert la réunion à 14h00.

Le projet d'ordre du jour ([annexe I](#)) et le programme ont été présentés.

**Point 2 à l'ordre du jour: Rapport de la 16<sup>e</sup> réunion du Conseil général de la CSI**  
**(Vienne, Autriche, du 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2016)**

Le président a présenté le rapport de la 16<sup>e</sup> réunion du Conseil général.

Le Conseil général **A CONVENU** de reprendre les discussions sur les questions d'ordre statutaire (page 9, point 15.1 du rapport) durant les travaux de cette réunion du Conseil général et de sa réunion qui se tiendra en mai 2018.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport.

**Point 3 à l'ordre du jour: Nécrologie**

Le Conseil général a observé une minute de silence en mémoire des camarades décédés, en rendant hommage à leur remarquable contribution au syndicalisme: Gilbert Amolo; Manou Bague; François Chérèque; Mathias Hinterscheid; Takashi Izumi; Marième Ba Konate; Edmond Maire; Emmanuel Ndjock; Jean Okala; Krastyo Petkov; C. Alfred Thomas; Louis Viannet; et Bob White.

**Point 4 à l'ordre du jour: Organes statutaires**

Le président a présenté le document.

Le Conseil général **A ADOPTÉ** les changements mis en évidence dans le document 17GC/F/4 et a, par conséquent, **RATIFIÉ** la nouvelle composition des organes statutaires de la CSI.

**Point 5 à l'ordre du jour: Questions concernant les affiliations**

Le document a été présenté par Jaap Wienen.

**1. Demandes d'affiliation que l'on propose d'accepter**

Le Conseil général **A DÉCIDÉ** d'accepter l'affiliation à la CSI des organisations suivantes:

Iraq	GFITU
------	-------

**2. Demandes d'affiliation que l'on propose de continuer d'examiner**

Le Conseil général **A PRIS NOTE** des demandes d'affiliation suivantes actuellement à l'examen:

**AFRIQUE:**

Rép. centrafricaine	SATPC
Côte d'Ivoire	U.NA.TR-CI
Guinée	COSATREG
Kenya	TUC-KE
Maurice	AEC
Afrique du Sud	SAFTU
Tunisie	CGTT
Zambie	FFTUZ

**AMÉRIQUES:**

Jamaïque	NWU
Pérou	CSP

**ASIE-PACIFIQUE:**

Bangladesh	BFWS
Bangladesh	JSF
Israël	Koach La'Ovdim – syndicat démocratique
Jordanie	FITU
Palestine	GFITUP
Sri Lanka	Sri Lanka Plantation Employees Union
Vietnam	VLF

**EUROPE:**

France	FSU
Tadjikistan	FTuiT
Ukraine	Fédération des syndicats des travailleurs des petites et moyennes entreprises d'Ukraine

**3. Demandes d'affiliation en suspens à long terme**

Le Conseil général **A PRIS NOTE** de la suivante demande d'affiliation en suspens à long terme:

Sahara occidental	UGT-SARIO
-------------------	-----------

**4. Demandes d'affiliation que l'on propose de ne plus examiner**

Le Conseil général **A DÉCIDÉ** de ne plus examiner les demandes d'affiliation des organisations suivantes:

Costa Rica	CCTD
Pérou	CTP
Taiwan	TCTU
Ouganda	COFTU

**5. Autres questions concernant les affiliations**

V.I CSA/Alternativa Democrática Sindical

Le Conseil général a conclu que les dix organisations suivantes agissaient contre les intérêts de la CSI et **A DÉCIDÉ** de suspendre leur affiliation à la CSI avec effet immédiat.

- FTA Aruba
- Força Sindical Brésil
- CAT Chili
- CGT Colombie
- CGTC Curaçao
- CSE Équateur
- CROC Mexique
- CTM Mexique
- CGTP Panama
- CNT Paraguay

Le Congrès est mandaté pour décider de l'exclusion des organisations suspendues. Le Conseil général a conclu que chacune des organisations suspendues devrait avoir la possibilité de réexaminer sa position, de sorte à ne plus agir contre les intérêts de la CSI.

Le Conseil général a conseillé au secrétariat de rechercher un(e) haut(e) responsable syndical(e) à l'extérieur du secrétariat afin de faciliter le processus de réconciliation.

Le Conseil général a demandé au secrétariat de faire rapport sur les résultats de ce processus lors de la prochaine réunion du Conseil général en mai 2018.

#### V.II Ouzbékistan, FTUU

Le Conseil général **A DÉCIDÉ** de suivre de près l'évolution de la situation et de prolonger son statut d'Organisation associée.

#### V.III Organisation et enregistrement des travailleurs dans l'économie informelle, y compris parmi les membres de la CSI

Le Conseil général **A ACCEPTÉ** d'intégrer les travailleurs/euses de l'économie informelle qui sont membres de l'INTUC et du HMS, Inde, au total des membres déclarés, mais non cotisants, de la CSI.

### 6. Organisations associées (OA)

Le Conseil général **A DÉCIDÉ** de:

- a. accorder le statut d'Organisation associée à:
 

Turquie	Kamu-Sen
---------	----------
- b. prolonger le statut d'Organisation associée de:
 

Bolivie	CRISOL
Croatie	HUS
Timor-oriental	TLTUC
Guinée	UDTG
Iraq	GFWUI
Iraq Kurdistan	KUWU
Kirghizistan	FPKg
Lesotho	LECODU
Papouasie-Nouvelle-Guinée	PNGTUC
Slovaquie	NKOS
Ouzbékistan	FTUU

#### Point 6 à l'ordre du jour: Renforcer le pouvoir des travailleurs/euses – introduction par la secrétaire générale

La secrétaire générale a présenté le rapport de 2017 et les plans pour 2018.

La secrétaire générale du TUC, Frances O'Grady, a invité le Conseil général à Londres en mai 2018. Le TUC s'apprête également à célébrer son 150<sup>e</sup> anniversaire en 2018.

### 6.1 Nouveaux fronts et priorités: points saillants en 2017 et plans de travail de la CSI pour 2018

La secrétaire générale a rendu compte des résultats de la troisième année du plan stratégique quadriennal de la CSI comprenant trois Nouveaux fronts et cinq priorités, et a présenté pour approbation les plans pour 2018.

#### Nouveaux fronts de la CSI:

- **L'élimination de l'esclavage moderne** est désormais reconnue comme une priorité mondiale. Nos objectifs sont les suivants:
  - ✓ cinquante ratifications du Protocole relatif à la Convention sur le travail forcé de l'OIT d'ici fin 2018;
  - ✓ élimination du travail forcé aux endroits particulièrement exposés dans le monde;
  - ✓ obtention de mesures de réparation et d'indemnisation effective de l'État et des entreprises pour les travailleurs/euses victimes de travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement; et

- ✓ mise en oeuvre de l'accord avec le Qatar en vue d'éliminer le système de la *kafala* et de cibler l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis.
  - **Maîtriser le pouvoir des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement** cible le modèle économique qui a échoué, basé sur la cupidité des entreprises et la privation des libertés et droits fondamentaux des travailleurs/euses. Compte tenu de la main-d'oeuvre cachée représentant 94 pour cent de la population active dans les chaînes d'approvisionnement – contraignant les travailleurs/euses à accepter un travail à bas salaire, précaire et souvent dangereux – les objectifs pour 2018 sont les suivants:
    - ✓ intensification de la campagne mondiale en faveur des salaires;
    - ✓ renforcement de la demande d'une protection sociale universelle;
    - ✓ consolidation des objectifs de la campagne concernant les entreprises en partenariat avec les FSI; et
    - ✓ augmentation du nombre de centres juridiques.
  - **La justice climatique et la transformation industrielle**
- La CSI a établi un Centre pour une transition juste en partenariat avec la CES et d'autres alliés en vue d'appuyer le dialogue social et la recherche nécessaire pour négocier les plans nationaux et industriels. En 2018, cette action sera élargie afin de:
- ✓ favoriser l'engagement syndical dans le cadre des discussions et des négociations aux niveaux des communautés, des villes, des gouvernements et des industries;
  - ✓ cibler les investisseurs, conjointement avec le CWC, afin de réclamer des droits et des plans pour une transition juste aux entreprises;
  - ✓ mettre en oeuvre le programme sur l'organisation de la CSI visant à aider les militants syndicaux à coordonner les activités concernant la transition juste sur leur lieu de travail – « droit de savoir des travailleurs ».

La secrétaire générale de la CSI a décerné le prix Dorje Khatri de 2017 pour l'action en faveur du climat à la CNV et à la FNV, Pays-Bas, ainsi qu'à l'*Alberta Federation of Labour*, membre du CTC, Canada, pour avoir obtenu des plans de sortie du charbon en assurant une transition juste.

#### **Priorités de la CSI:**

- **Pays à risque**

Les activités liées aux pays à risque dans le cadre du plan de travail de la CSI ont été abordées dans le rapport oral présenté par le président du Comité des droits humains et syndicaux de la CSI, Rudy De Leeuw, lors de sa 9<sup>e</sup> réunion.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport.

- **Cohérence mondiale**

Parallèlement à l'Accord de Paris, les dirigeants mondiaux se sont engagés à garantir un monde à zéro pauvreté et à zéro carbone, conformément aux ODD.

Conformément à la Résolution du Conseil général de la CSI de 2015 « Priorités syndicales en matière de développement », le Réseau syndical de coopération au développement (RSCD) soutient l'engagement syndical dans la promotion des Objectifs de développement durable (ODD) et envisage d'intensifier les activités de plaidoyer et d'établissement de rapports des organisations affiliées en 2018.

L'engagement pris par le G20 selon lequel « Les violations des droits du travail ne peuvent faire partie de la concurrence » et le renforcement des salaires minimums vitaux et de la négociation collective doivent devenir une priorité dans le cadre de la mise en oeuvre par le gouvernement, tout comme la diligence raisonnable obligatoire.

Les IFI doivent également continuer de faire l'objet d'une attention particulière, de sorte à mener leurs propres recherches et à renoncer à la conditionnalité qui affaiblit la négociation collective, porte atteinte à la protection sociale et renforce les inégalités.

- **La gouvernance mondiale des migrations**

Le monde est confronté au plus grand déplacement de personnes, de sorte que le droit à la réinstallation, le droit au travail et la garantie de l'égalité de traitement constituent une priorité. Conjointement avec de nombreux dirigeants des organisations affiliées nationales et de la CES, la CSI s'est exprimée d'une voix claire au nom du mouvement syndical en déclarant que « les réfugiés sont les bienvenus ». Notre humanité exige que nous ne déviions jamais de cette position. Le Pacte des Nations unies constituera un domaine prioritaire de travail en 2018.

- **« Comptez avec nous! »**

Intégrer les femmes dans les syndicats, aux postes de direction et dans l'économie est essentiel pour relever de nombreux défis auxquels nous sommes confrontés au sein du mouvement, des communautés et au travail. La campagne « Comptez avec nous! » constitue un mécanisme essentiel de la CSI pour faire progresser ce programme.

Au-delà du leadership et de la croissance, la demande d'investissements dans l'économie des soins est vitale et l'élimination de la violence à l'égard des femmes constituera une priorité pour 2018 dont l'élément central sera l'engagement de négociations en vue d'une Convention sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des hommes dans le monde du travail.

- **L'organisation**

L'Académie d'organisation mondiale a formé 742 organisateurs principaux de 54 pays dans toutes les régions, notamment en collaboration avec les FSI, et nous observons les retombées dans le cadre du développement syndical et des campagnes fructueuses.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** les plans pour 2018 des Nouveaux fronts et des priorités en cours de la CSI.

## **6.2 Campagne mondiale sur les salaires**

Le secrétaire général de la CES, Luca Visentini, a abordé la campagne sur les salaires de la CES et le socle européen des droits sociaux, qui venait d'être signé.

## **6.3 Rapport sur la liberté: paix et droits démocratiques**

Le travail réalisé par la CSI en matière de paix et de démocratie continue de s'intensifier. Compte tenu de la recrudescence des conflits, de la diminution de l'espace démocratique et de la montée du populisme d'extrême-droite, du fascisme et du néonazisme dans de nombreux pays, les syndicats doivent organiser en faveur de la paix et de la démocratie. Un dialogue intergénérationnel entre les dirigeants et les jeunes militants aura lieu lors d'un Sommet sur la liberté de la CSI en décembre, suivi d'activités dans les régions. L'objectif est de s'appuyer sur les expériences récentes et historiques des syndicats dans la promotion de la paix et la réconciliation et la reconstruction après les conflits, tout en impliquant les jeunes militants afin de garantir que les syndicats puissent travailler ensemble en vue de construire un avenir que les jeunes souhaitent.

Le Conseil général **A PRIS NOTE** du rapport.

### **Point 7 à l'ordre du jour: Dossier économique**

Pierre Habbard (TUAC) a présenté un rapport oral (la présentation PowerPoint de son rapport est disponible sur demande, en anglais).

Le Conseil général **A PRIS NOTE** du rapport.

### **Point 8 à l'ordre du jour: Organisation internationale du travail**

La présidente du Groupe des travailleurs de l'OIT, Catelene Passchier, et la secrétaire Raquel González ont présenté un rapport oral sur:

- l'initiative sur les normes;
- le mécanisme d'examen des normes; et
- l'ordre du jour de la CIT en 2018 et en 2019.

(Une copie de la présentation écrite est disponible sur demande, en anglais).

Le Conseil général **A PRIS NOTE** du rapport.

**Point 9 à l'ordre du jour: Comité sur le capital des travailleurs**

Thérèse Scherts, de la FNV, Pays-Bas, a présenté le rapport.

La présentation PowerPoint est disponible sur demande, en anglais.

Le Conseil général **A PRIS NOTE** du rapport.

**Point 10 à l'ordre du jour: Groupement Global Unions**

Philip Jennings, secrétaire général d'UNI, a informé le Conseil général sur l'avenir du travail de l'OIT. Il a, en outre, mis en exergue la collaboration avec les Fédérations syndicales internationales, la TUAC, la CSI et la CES dans le cadre des Nouveaux fronts, et a réaffirmé son engagement à garantir l'unité et son soutien dans toutes les ambitions à l'échelle mondiale. Le Congrès mondial d'UNI se tiendra du 18 au 20 juin 2018 à Liverpool, Royaume-Uni.

Maria Helena André, directrice d'ACTRAV, a informé le Conseil sur la Commission mondiale de l'OIT sur l'avenir du travail, ainsi que sur la série d'activités organisées par ACTRAV en la matière.

**Point 11 à l'ordre du jour: L'avenir du travail**

Tim Noonan, de la CSI, a présenté le rapport sur cette question à l'ordre du jour.

Le Conseil a accueilli favorablement le rapport et a mis tout particulièrement l'accent sur la nécessité pour les syndicats de comprendre et d'influencer le développement et l'utilisation des données, notamment les algorithmes, afin de garantir les droits d'organisation et de négociation collective compte tenu de l'intensification de la numérisation. En outre, le Conseil a convenu que la CSI devrait faire office de centre d'échanges d'informations pour les initiatives syndicales intéressantes et novatrices visant à aborder les nouveaux défis et possibilités, et que le groupe de référence sur l'avenir du travail de la CSI devrait assurer un appui à l'engagement des représentants des travailleurs à la Commission de l'OIT et à l'élaboration des propositions de politiques et d'activités concrètes durant la période précédant le Congrès mondial de la CSI à Copenhague.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport (voir document).

**Point 12 à l'ordre du jour: 4<sup>e</sup> Congrès mondial de la CSI (Copenhague, Danemark, du 2 au 7 décembre 2018)**

**(a) Logistique et calendrier**

En tant qu'hôte du 4<sup>e</sup> Congrès mondial de la CSI, qui se tiendra du 2 au 7 décembre 2018, la présidente de la LO-Danemark, Lizette Risgaard, s'est engagée à accueillir le Conseil général à Copenhague à l'occasion du Congrès.

Tim Noonan a présenté les propositions de logistique et de calendrier dans le cadre des préparatifs du Congrès; la proposition de structure générale de l'événement, comprenant des séances plénières et sous-plénières similaires à celles du Congrès antérieur à Berlin, a été présentée au Conseil. Le Congrès comprendra une visite à la ville voisine de Malmö à l'invitation de la LO et de la TCO-Suède.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** la proposition de calendrier pour les préparatifs du Congrès et la structure générale du Congrès, y compris l'avancement au début de l'année 2018 du délai prévu pour

soumettre les propositions d'amendements aux Statuts et du processus préparatoire de la déclaration principale du Congrès, dont les Statuts prévoient une période minimum de six mois préalable au Congrès. Des pages web spéciales de la CSI seront créées afin de faciliter ce processus.

Le Conseil a également **VIVEMENT REMERCIÉ** la LO-Danemark de s'être engagée à accueillir cet événement.

Par ailleurs, le Conseil **A DÉCIDÉ** – en ce qui concerne les invitations adressées à d'autres organisations à assister au Congrès en tant qu'observateurs, par rapport auxquelles un membre du Conseil général a émis des réserves concernant une organisation en particulier – de ne pas lancer d'invitation à cette organisation sans nouvelle consultation.

#### (b) Cadre de la déclaration politique

La secrétaire générale a présenté le thème du Congrès et la proposition de cadre du projet de déclaration principale du Congrès, ainsi que les domaines prioritaires des séances sous-plénières. Ces propositions ont été **ADOPTÉES** par le Conseil, dont certains membres ont formulé des propositions à inclure dans le projet de déclaration à transmettre, début 2018, à toutes les organisations affiliées pour observations.

Au terme de longues discussions sur le processus d'examen des amendements au projet de déclaration et des questions statutaires à soumettre aux réunions du Bureau exécutif et du Conseil général à Londres en mai, le Conseil **A DÉCIDÉ** de convoquer une réunion extraordinaire du Bureau exécutif à Bruxelles durant le premier semestre de 2018 et d'y inviter, outre les membres titulaires du Bureau, deux représentant(e)s supplémentaires des organisations affiliées figurant sur la liste des membres suppléants du Bureau dans chaque région.

#### Point 13 à l'ordre du jour: Rapports

La secrétaire générale a informé le Conseil général que les rapports suivants étaient soumis pour information et approbation.

#### (a) Égalité des genres

Gladys Branche, présidente du Comité des femmes, a présenté les rapports.

##### (i) Rapport de la 11<sup>e</sup> réunion du Comité des femmes de la CSI (San José, Costa Rica, le 9 octobre 2017)

##### (ii) Rapport de la 3<sup>e</sup> réunion de la Conférence mondiale des femmes de la CSI (San José, Costa Rica, du 11 au 13 octobre 2017)

Le Comité des femmes de la CSI, lors de sa 11<sup>e</sup> réunion, a demandé que le secrétariat consulte les organisations affiliées au sujet des éventuels amendements au Mandat et Règlement d'ordre intérieur du Comité des femmes et que les résultats de ces consultations soient présentés lors de la prochaine réunion du Comité des femmes, qui se tiendra en avril 2018. Toute recommandation concernant le Mandat et Règlement d'ordre intérieur issue du débat serait présentée lors de la prochaine réunion du Conseil général en mai 2018.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** les rapports.

#### (b) Jeunesse

##### Rapport de la 10<sup>e</sup> réunion du Comité de la jeunesse de la CSI (Washington D.C., États-Unis, du 12 au 15 décembre 2016)

Nana Kooman Brown-Orleans, présidente du Comité de la jeunesse, a présenté le rapport.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport.



**(c) Rapport de la 9<sup>e</sup> réunion du Comité des droits humains et syndicaux de la CSI  
(Bruxelles, Belgique, le 28 novembre 2017)**

Rudy De Leeuw, président du Comité des droits humains et syndicaux de la CSI, a présenté un rapport oral.

Suite aux interventions durant le Conseil général, le président a reconnu les violations persistantes des droits syndicaux en Ukraine, en Inde, en Colombie et en Mauritanie, et a déclaré partager l'inquiétude quant à la poursuite des luttes dans ces pays.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport du Comité.

**Point 14 à l'ordre du jour: Les régions**

**(a) Afrique**

Le secrétaire général de la CSI-Af a présenté le rapport.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport.

**(b) Amériques**

Le secrétaire général de la CSA a présenté le rapport.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport.

**(c) Asie et Pacifique**

Le Conseil général a accueilli favorablement et **A APPROUVÉ** la désignation de Shoya Yoshida au poste de secrétaire général de la CSI-AP.

Le secrétaire général de la CSI-AP a présenté le rapport.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport.

**(d) Sous-région arabe**

Le secrétaire exécutif de la CSA a présenté le rapport.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport.

**(e) CRPE**

En l'absence du secrétaire général du CRPE, Luca Visentini, et du président du CRPE, Irakli Petriashvili, Anton Leppik a présenté le rapport.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport.

**Point 15 à l'ordre du jour: Questions financières**

Karl-Petter Thorwaldsson a présenté les rapports financiers.

**(a) Rapport de la 21<sup>e</sup> réunion du Bureau exécutif de la CSI  
(Bruxelles, Belgique, le 26 avril 2017– réunion virtuelle)**

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport.

**(b) Rapport de la 22<sup>e</sup> réunion du Bureau exécutif de la CSI  
(Bruxelles, Belgique, le 29 novembre 2017)**

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport.

**(c) Rapports financiers de la CSI pour 2016**

- (i) Rapport financier pour 2016
- (ii) Rapport des auditeurs internes pour 2016

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport financier pour 2016 et le rapport des auditeurs internes pour 2016 de la CSI.

**(d) Rapports financiers des Organisations régionales de la CSI pour l'année 2016**

- (i) CSI-Af:
  - (a) Rapport financier pour 2016
  - (b) Rapport des auditeurs internes pour 2016

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport financier pour 2016 et le rapport des auditeurs internes pour 2016 de la CSI-Af.

- (ii) CSI-AP:
  - (a) Rapport financier pour 2016
  - (b) Rapport des auditeurs internes pour 2016

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport financier pour 2016 et le rapport des auditeurs internes pour 2016 de la CSI-AP.

- (iii) CSA:
  - (a) Rapport financier pour 2016
  - (b) Rapport des auditeurs internes pour 2016

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport financier pour 2016 et le rapport des auditeurs internes pour 2016 de la CSA.

- (iv) CSI-AR:
  - (a) Rapport financier pour 2016
  - (b) Rapport des auditeurs internes pour 2016

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport financier pour 2016 et le rapport des auditeurs internes pour 2016 de la CSI-AR.

**(e) Budget et programmes de la CSI pour 2018**

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le budget et les programmes proposés pour 2018.

**(f) Fonds de solidarité: Budget et programmes pour 2018**

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le budget et les programmes pour 2018 du Fonds de solidarité.

**Point 16 à l'ordre du jour: Date et lieu des prochaines réunions**

Les prochaines réunions du Bureau exécutif et du Conseil général se tiendront les 24 et 25 mai 2018 à Londres, Royaume-Uni.

**Point 17 à l'ordre du jour: Divers**

Le Conseil général a rendu hommage à Luc Cortebeeck, à John Evans, à Wellington Chibebe et à Noriyuki Suzuki.

**(a) Projet de Résolution sur la Corée du Nord**

Compte tenu de la complexité et de l'évolution de la situation concernant la Corée du Nord, il a été **DÉCIDÉ** de ne pas adopter de résolution. La secrétaire générale a fait une déclaration en la matière au Conseil général en réaffirmant la préoccupation de la CSI.

**(b) Secrétaire général adjoint**

Le Conseil général **A APPROUVÉ** la désignation de Mamadou Diallo comme secrétaire général adjoint par intérim de la CSI.

**(c) Résolution sur le Venezuela**

Le Conseil général **A ADOPTÉ** le projet de Résolution sur le Venezuela.

**(d) Résolution sur l'Argentine**

Le Conseil général **A ADOPTÉ** le projet de Résolution sur l'Argentine.

**(e) Résolution sur la Côte d'Ivoire**

Le Conseil général **A ADOPTÉ** le projet de Résolution sur la Côte d'Ivoire.

Le président a clôturé la réunion à 13h00 le 1<sup>er</sup> décembre 2017.

---

GS/km/MM – le 6 février 2018